

CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2022

- Produits des activités ordinaires de 752,7 millions \$, en hausse de 37 % par rapport à 550,5 millions \$ pour l'exercice précédent
- RPA de 0,16 \$, contre un montant négatif de 0,42 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,19 \$ (0,15 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽²⁾) contre un montant négatif de 0,11 \$ (montant négatif de 0,24 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel⁽³⁾ correspondant à un bénéfice de 86,2 millions \$, contre une perte de 110,3 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽⁴⁾ correspondant à un bénéfice de 98,4 millions \$ (bénéfice de 84,8 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁵⁾), contre une perte de 2,1 millions \$ (perte de 46,5 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) pour l'exercice précédent
- Clôture de l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies pour 1,05 milliard \$ US après la clôture du trimestre

Montréal (Canada), le 11 août 2021 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 752,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 550,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à un bénéfice de 46,4 millions \$ (0,16 \$ par action) pour le premier trimestre, comparativement à une perte de 110,6 millions \$ (montant négatif de 0,42 \$ par action) pour l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de l'exercice 2022, le résultat net ajusté⁽⁶⁾ correspond à un bénéfice de 55,6 millions \$ (0,19 \$ par action), par rapport à une perte de 30,3 millions \$ (montant négatif de 0,11 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 86,2 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 110,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2021. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 98,4 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre, contre une perte de 2,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 84,8 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 46,5 millions \$ pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)

| | T1-2022 | T1-2021 | Variation en % |
|--|------------|------------|----------------|
| Produits des activités ordinaires | 752,7 \$ | 550,5 \$ | 37 % |
| Résultat opérationnel | 86,2 \$ | (110,3) \$ | 178 % |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté | 98,4 \$ | (2,1) \$ | 4 786 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 13,1 % | — % | |
| ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 84,8 \$ | (46,5) \$ | 282 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 11,3 % | — % | |
| Résultat net | 47,3 \$ | (110,0) \$ | 143 % |
| Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 46,4 \$ | (110,6) \$ | 142 % |
| Résultat de base et dilué par action (RPA) | 0,16 \$ | (0,42) \$ | 138 % |
| Résultat net ajusté | 55,6 \$ | (30,3) \$ | 283 % |
| RPA ajusté | 0,19 \$ | (0,11) \$ | 273 % |
| Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ⁽⁷⁾ | 45,6 \$ | (62,9) \$ | 172 % |
| RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 0,15 \$ | (0,24) \$ | 163 % |
| Prises de commandes ⁽⁸⁾ | 521,5 \$ | 417,1 \$ | 25 % |
| Carnet de commandes total ⁽⁸⁾ | 7 934,1 \$ | 8 550,9 \$ | (7) % |

« Notre élan positif s'est maintenu au début du nouvel exercice, et je suis fier de notre robuste performance du premier trimestre, marquée par une croissance des revenus de 37 % d'un exercice à l'autre et par un résultat ajusté par action de 0,19 \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons réalisé d'importants progrès stratégiques au cours du trimestre, acquérant une part supplémentaire du marché de la formation civile grâce à deux nouvelles ententes de formation exclusives d'une durée de dix ans avec des compagnies aériennes, et deux nouveaux partenariats avec des fabricants OEM dans le marché émergent de la mobilité aérienne avancée. Dans le secteur Défense, nous avons gagné des contrats en tant qu'entrepreneur principal et des positions clés dans le cadre d'importants contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (IDIQ) qui positionnent considérablement la clientèle de CAE et sa portée sur le marché. Après la clôture du trimestre, nous avons annoncé notre programme de recherche et de développement de 1 milliard \$ d'une durée de cinq ans, le Projet Résilience, dans le but de développer les technologies de l'avenir, y compris des solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'intelligence artificielle dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité et des soins de santé. »

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a ajouté : « Nous prévoyons une forte croissance continue à l'exercice 2022 par rapport à l'année dernière au fil de la reprise de nos marchés cibles, de l'intégration des acquisitions récentes et de l'intensification de nos initiatives de réduction des coûts. Le retour aux niveaux d'avant la pandémie et au-delà demeure hautement tributaire du moment et du rythme auxquels les restrictions frontalières seront levées en toute sécurité et auxquels les activités normales reprendront sur nos marchés cibles et dans les secteurs géographiques où nous exerçons des activités. Malgré des taux de vaccination disparates dans le monde et des règles frontalières volatiles qui obscurcissent la visibilité normale du marché, nous prévoyons toujours une solide croissance dans le secteur Civil, qui sera plus marquée au second semestre. Dans le secteur Défense, nous sommes ravis d'avoir conclu l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies plus tôt que prévu, créant ainsi le chef de file mondial en formation et en simulation, indépendamment de la plateforme, dans le marché de la défense. Les obstacles découlant de la COVID-19 persistent pour les entreprises mondiales du secteur de la défense; nous estimons toutefois que ceux-ci sont temporaires, et nous anticipons également une forte croissance dans le secteur Défense pour l'exercice considéré, encore une fois plus forte au second semestre. Pour le secteur Santé, nous attendons une croissance continue de nos principaux produits de formation et de simulation en soins de santé. Nous avons mis en œuvre plusieurs mesures hautement stratégiques au cours des 18 derniers mois afin d'accroître la position de CAE et de renforcer encore plus la Société. Les perspectives de CAE pour les prochaines années sont plus convaincantes que jamais, et nous nous attendons à enregistrer une forte croissance durable et de solides flux de trésorerie disponibles⁽⁹⁾ à long terme. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 432,9 millions \$, en hausse de 75 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 59,0 millions \$, comparativement à une perte de 97,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 69,7 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires), contre une perte de 16,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice 64,5 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 38,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 11 simulateurs de vol (FFS)⁽¹⁰⁾ à des clients, et le taux d'utilisation⁽¹¹⁾ de ses centres de formation s'est établi à 56 %.

Le secteur Civil a obtenu, ce trimestre, des contrats de solutions de formation d'une valeur de 338,1 millions \$, notamment pour la vente de cinq FFS. Parmi les contrats de formation importants, notons des ententes de formation exclusives dans le domaine de l'aviation d'une durée de 10 ans avec Scandinavian Airlines (SAS) et WestJet, des ententes de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 4 ans avec Journey Aviation et GAMA Aviation, ainsi qu'une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 3 ans avec Avcon Jet AG.

Le secteur Civil a également réalisé des progrès sur le marché de la mobilité aérienne avancée grâce à sa sélection par Jaunt Air Mobility pour diriger la conception et la mise au point du laboratoire d'intégration des systèmes de l'aéronef Jaunt (JASIL) pour le nouvel aéronef à décollage et atterrissage verticaux (eVTOL) entièrement électrique de l'entreprise, l'aéronef Journey. Le secteur Civil a également annoncé un partenariat stratégique avec Volocopter pour élaborer, accréditer et déployer un programme novateur d'entraînement des pilotes et développer des didacticiels pour les opérations eVTOL.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁸⁾ s'est établi à 0,78 pour le trimestre et à 0,88 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,2 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

| <i>(en millions, sauf les unités NES et les FFS)</i> | T1-2022 | T1-2021 | Variation en % |
|--|-----------------|----------|----------------|
| Produits des activités ordinaires | 432,9 \$ | 248,0 \$ | 75 % |

| | | | |
|--|------------|------------|-------|
| Résultat opérationnel | 59,0 \$ | (97,9) \$ | 160 % |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté | 69,7 \$ | (16,2) \$ | 530 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 16,1 % | — % | |
| ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 64,5 \$ | (38,8) \$ | 266 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 14,9 % | — % | |
| Prises de commandes | 338,1 \$ | 193,5 \$ | 75 % |
| Carnet de commandes total | 4 200,4 \$ | 4 541,1 \$ | (8) % |
| Unités NES ⁽¹²⁾ | 243 | 246 | (1) % |
| FFS dans le réseau de CAE ⁽¹⁰⁾ | 319 | 304 | 5 % |
| FFS livrés | 11 | 2 | 450 % |
| Taux d'utilisation | 56 % | 33 % | 70 % |

Défense et sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 288,2 millions \$, en hausse de 3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 22,6 millions \$, comparativement à une perte de 9,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 23,7 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 17,3 millions \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 15,7 millions \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 3,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 151,8 millions \$, dont des contrats nouvellement attribués par l'armée américaine pour fournir un nouveau système intégré d'entraînement maritime amélioré. Le secteur Défense a également obtenu un contrat du consortium SOSSEC pour la conception et la mise au point du prototype initial du dispositif d'entraînement des équipages en réalité virtuelle/mixte du HH-60W pour l'USAF. Parmi les autres contrats importants, notons un contrat pour continuer à fournir des mises à niveau et des mises à jour sur les systèmes d'entraînement du C-130J de la U.S. Air Force et les systèmes d'entraînement du KC-130J du Corps des Marines des États-Unis, un contrat pour continuer à fournir une gamme de solutions de soutien en service à l'appareil CF-18 de l'Aviation royale canadienne et un contrat pour continuer à fournir des services de gestion et de soutien des simulateurs aérospatiaux de la Royal Australian Air Force. Le secteur Défense a également obtenu un contrat pour fournir un nouveau simulateur de tâches partielles, une série de mises à jour et des services de soutien additionnels à l'entraînement sur le système d'entraînement au sol PC-21, soutenant l'entraînement des pilotes de l'armée de l'Air française.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,53 pour le trimestre et à 0,87 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Son carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 3,7 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions de quelque 5,8 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Après la clôture du trimestre, CAE a conclu l'acquisition de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) pour 1,05 milliard \$ US, sous réserve des ajustements habituels, toutes les approbations réglementaires ayant été obtenues et toutes les autres conditions de clôture ayant été satisfaites. Enrichi par L3H MT, le secteur Défense a obtenu des positions clés dans le cadre de trois importants contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (IDIQ) et deux positions d'entrepreneur principal de premier plan, y compris une position d'entrepreneur principal dans le cadre du plus gros contrat IDIQ jamais remporté par CAE, soit le contrat IDIQ ASTRO de la General Service Administration (GSA) pour l'exploitation de données, les aéronefs, le développement et l'intégration de systèmes et les groupes de soutien et d'entraînement, fournissant à la Société un accès à un budget de plusieurs milliards de dollars sur une période de 10 ans. De plus, le secteur Défense a également obtenu une position d'entrepreneur principal dans le cadre du contrat IDIQ de bons de commande à fournisseurs multiples (MATOC) pour fournir des services de soutien aux missions au Army Futures Command des États-Unis et une position de partenaire clé d'une petite entreprise dans le cadre du contrat IDIQ National Cyber Range Complex. En outre, aux termes d'un appel d'offres, le secteur Défense a obtenu un contrat en tant qu'entrepreneur principal, d'une valeur attendue de 90 millions \$ US sur 8 ans, pour le développement de simulateurs et de formations pour l'entraînement de contrôleurs interarmées de la U.S. Air Force. Le secteur Défense a également obtenu son premier contrat en tant qu'entrepreneur principal octroyé par un organisme fédéral américain à trois lettres, étendant sa pénétration sur le marché du soutien opérationnel et de la formation multidomains fondé sur les environnements synthétiques.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

| <i>(montants en millions)</i> | T1-2022 | T1-2021 | <i>Variation en %</i> |
|--|-------------------|------------|-----------------------|
| Produits des activités ordinaires | 288,2 \$ | 280,2 \$ | 3 % |
| Résultat opérationnel | 22,6 \$ | (9,2) \$ | 346 % |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté | 23,7 \$ | 17,3 \$ | 37 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 8,2 % | 6,2 % | |
| ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 15,7 \$ | (3,3) \$ | 576 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 5,4 % | — % | |
| Prises de commandes | 151,8 \$ | 201,3 \$ | (25) % |
| Carnet de commandes total | 3 733,7 \$ | 4 009,8 \$ | (7) % |

Santé

Pour le premier trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 31,6 millions \$, en hausse de 42 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 4,6 millions \$, comparativement à une perte de 3,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 5,0 millions \$ (15,8 % des produits des activités ordinaires), contre une perte de 3,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 correspond à un bénéfice de 4,6 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 4,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a lancé CAE Vimedix 3.2, une technologie logicielle avancée faisant de Vimedix le premier simulateur d'échographie de l'industrie avec des capacités d'échographie 3D/4D et de reconstruction des coupes multiplanaires, pour une fidélité et un réalisme améliorés, ainsi que CAE ICCU, un portefeuille numérique de solutions d'apprentissage visant à former les cliniciens en soins intensifs aux procédures d'échographie. En outre, le secteur Santé a continué à fournir de nouveaux outils et de nouvelles capacités de formation afin de répondre aux besoins en formation de ses clients durant la pandémie de COVID-19.

Le secteur Santé a également conclu un partenariat avec le Rush Center for Clinical Skills and Simulation (RCCSS) pour améliorer la formation en soins de santé et la sécurité des patients, y compris le soutien aux initiatives de recherche en simulation du RCCSS.

Sommaire des résultats – Santé

| <i>(montants en millions)</i> | T1-2022 | T1-2021 | <i>Variation en %</i> |
|--|----------------|----------|-----------------------|
| Produits des activités ordinaires | 31,6 \$ | 22,3 \$ | 42 % |
| Résultat opérationnel | 4,6 \$ | (3,2) \$ | 244 % |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté | 5,0 \$ | (3,2) \$ | 256 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 15,8 % | — % | |
| ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 4,6 \$ | (4,4) \$ | 205 % |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 14,6 % | — % | |

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 12,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2022 dans la foulée des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la demande attendue pour certains produits et services. Cela porte à 136,2 millions \$ le total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés depuis le début du programme, à l'exercice précédent. CAE prévoit engager des coûts de restructuration totaux d'environ 50 millions \$ au titre de ces mesures au cours de l'exercice 2022. La Société prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici la fin de l'exercice 2022.

Les sorties nettes de trésorerie affectées aux activités opérationnelles se sont établies à 129,1 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 88,4 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles se sont fixés à un montant négatif de 147,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 92,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par l'accroissement des investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la hausse des entrées de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et une partie de ces investissements est reprise au second semestre.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 10,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 24 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration enregistrés pour le trimestre considéré, sans lesquels il se serait établi à 19 %. Sur cette base, la diminution du taux d'imposition s'explique en grande partie par l'incidence favorable sur certains actifs d'impôt, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différents territoires.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹³⁾ ont totalisé 73,9 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁴⁾ était de 1 669,2 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹⁵⁾ était de 33,9 %. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 1 425,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital était de 30,7 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁶⁾ ajusté s'est établi à 6,7 % pour le trimestre, comparativement à 5,0 % au trimestre précédent et à 8,0 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,3 % pour le trimestre, contre 3,1 % pour le trimestre précédent et 7,4 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

La participation de CAE au programme de la SSUC (programme d'aide gouvernementale COVID-19) du gouvernement du Canada a pris fin le 5 juin 2021.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2022

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique. La Société est bien positionnée pour bénéficier de la façon dont le monde évoluera après la COVID-19, et la direction a adapté sa stratégie de croissance afin de saisir les occasions qu'offre cette nouvelle réalité. CAE a pris plusieurs mesures importantes au cours des 18 derniers mois pour élargir sa position, y compris la mobilisation de capitaux propres de quelque 1,5 milliard \$ afin de saisir un bassin d'occasions de croissance, dont l'acquisition de cinq entreprises dans les marchés principaux et secondaires du secteur Civil ainsi que l'acquisition la plus importante jamais réalisée par la Société, soit celle de L3H MT. Parallèlement à l'expansion de la portée externe de CAE, la Société a entrepris des projets au niveau de l'entreprise visant à réduire considérablement sa structure de coûts et à atteindre un niveau encore plus élevé d'excellence opérationnelle, notamment au moyen de la consolidation de sa base d'actifs mondiale et de la mise en place de processus numériques innovants.

La stratégie adaptée et le meilleur positionnement de CAE sont bien alignés sur le paysage commercial et géopolitique de l'après-COVID-19, avec des tendances à long terme favorables pour les trois secteurs d'activité de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel cruciales, l'accroissement de la demande prévue de pilotes (départs et réorientations de carrière découlant de la crise) et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. Le changement de paradigme, qui fait passer de conflits asymétriques à des menaces contre des adversaires de force comparables, et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin de solutions numériques et synthétiques immersives pour la défense nationale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense. Quant à lui, le secteur Santé est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie croissante de personnel infirmier et de la demande en hausse pour des solutions de sécurité publique.

Les clients de CAE exercent leurs activités dans des environnements complexes dont les enjeux sont importants, et les niveaux les plus élevés de sécurité, d'efficacité et de préparation nécessitent des approches innovantes ancrées dans la technologie. CAE compte continuer de réaliser d'importants progrès pour galvaniser son leadership en technologies industrielles, comme en témoigne l'annonce récente selon laquelle elle investira 1 milliard \$ dans l'innovation au cours des cinq prochaines années par le biais du Projet Résilience. Ce projet de transformation permettra à CAE de développer les technologies de l'avenir comme les solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'intelligence artificielle dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Le projet permettra aussi à CAE de se positionner en tant que chef de file des solutions technologiques, du soutien opérationnel et de la formation de bout en bout pour le marché émergent de la mobilité aérienne avancée.

Les perspectives de CAE sont plus convaincantes que jamais, et elle s'attend à enregistrer une forte croissance durable et de solides flux de trésorerie disponibles à long terme. Les perspectives à court terme de CAE pour l'exercice 2022 misent sur une forte croissance continue d'un exercice à l'autre au fil de la reprise de ses marchés cibles, de l'intégration des acquisitions récentes et de l'intensification de ses initiatives de réduction des coûts. Le retour aux niveaux d'avant la pandémie et au-delà demeure hautement tributaire du moment et du rythme auxquels les restrictions frontalières seront enfin levées en toute sécurité et auxquels les activités normales reprendront sur les

marchés cibles de CAE et dans les secteurs géographiques où elle et ses clients exercent des activités importantes. Cela est particulièrement vrai pour le secteur Civil, où, selon la Société, la demande de déplacements aériens est considérablement comprimée. Malgré des taux de vaccination disparates dans le monde et des règles frontalières volatiles qui obscurcissent la visibilité normale du marché, la Société prévoit toujours une solide croissance dans le secteur Civil, plus marquée au second semestre. Dans le secteur Défense, la clôture de l'acquisition de L3H MT améliore la définition pour le reste de l'exercice 2022. La direction se concentrera sur l'intégration de L3H MT, l'établissement de CAE en tant que chef de file mondial en formation et en simulation, indépendamment de la plateforme, dans le marché de la défense et de la sécurité, qui devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles affaires dans le monde, accélérée par la capacité et la clientèle élargies de l'entité regroupée. Les obstacles découlant de la COVID-19 persistent pour les entreprises internationales du secteur de la défense; la direction estime toutefois que ceux-ci sont temporaires, et elle anticipe également une forte croissance généralisée dans le secteur Défense pour l'exercice considéré, encore plus fois intensifiée au second semestre. Par ailleurs, dans le secteur Santé, la Société attend une croissance continue de ses principaux produits de formation et de simulation en soins de santé au cours de l'exercice.

Compte tenu des diverses occasions attrayantes d'investissements de croissance dirigés par le marché à l'horizon, la direction voit plus d'occasions de déployer du capital interne et a revu à la hausse ses attentes, prévoyant maintenant que les dépenses totales d'investissement en immobilisations dépasseront 250 millions \$ pour l'exercice 2022. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. CAE s'attend à engager des coûts de restructuration totaux de quelque 50 millions \$ à l'exercice 2022, et elle prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions \$ d'ici la fin de l'exercice.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19 et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2021 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

Au cours du trimestre, CAE a publié son [rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise \(RSE\)](#) pour l'exercice 2021, une source unique d'information dans des domaines clés démontrant comment nos solutions génèrent des retombées positives dans les trois dimensions centrales du développement durable, soit sur les plans économique, environnemental et social. Outre la Global Reporting Initiative (GRI), le Carbon Disclosure Project (CDP) et le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), depuis l'exercice 2021, CAE fait maintenant rapport sur deux catégories industrielles recensées par le Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

Le rapport comprend également des informations sur les réussites de CAE pour l'exercice 2021, y compris le statut de première entreprise aéronautique canadienne à devenir carboneutre et l'évolution de ses pratiques d'approvisionnement pour assurer un approvisionnement responsable en intégrant les considérations relatives au travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption, ainsi que les initiatives de diversité et d'inclusion dans ses outils et processus d'approvisionnements stratégiques mondiaux. Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2021 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2022

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h 30 (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Témoignage des besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des produits des activités ordinaires de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 11 000 employés répartis dans 180 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à notre acquisition de L3H MT, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité de l'acquisition de L3H MT avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus de l'acquisition de L3H MT et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 11 août 2021 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments

exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 11 août 2021. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2022 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration de l'entreprise L3H MT acquise dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec l'acquisition de L3H MT, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés à l'acquisition de L3H MT et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'acquisition de L3H MT dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés à l'acquisition de L3H MT. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementations, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2021 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies

conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

Changements apportés aux mesures hors PCGR et aux chiffres comparatifs

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, nous avons changé la désignation des mesures de rentabilité suivantes sans en modifier la composition :

- Le résultat opérationnel sectoriel ajusté (auparavant, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers);
- Le BAIIA ajusté (auparavant, le BAIIA avant les éléments particuliers);
- Le résultat net ajusté (auparavant, le résultat net avant les éléments particuliers);
- Le résultat ajusté par action (auparavant, le résultat par action avant les éléments particuliers).

Nous avons également introduit de nouvelles mesures hors PCGR qui reflètent l'incidence des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 sur les mesures ci-dessus, de manière à incorporer les directives récentes et en évolution des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces mesures ne tiennent pas compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et qui sont prises en compte dans nos résultats.

En outre, nous n'utilisons plus la mesure hors PCGR du résultat opérationnel sectoriel et l'avons remplacée par le résultat opérationnel sectoriel ajusté.

Les chiffres comparatifs ont été reclassés aux fins de conformité avec ces changements de présentation.

(1) Le résultat par action ajusté est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces pertes de valeur et autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

(2) Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(3) Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il facilite la comparaison entre les périodes et avec les résultats d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

(4) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

(5) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(6) Le résultat net ajusté est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

(7) Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(8) Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

(9) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

(10) Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

(11) Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽¹²⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽¹³⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹⁴⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹⁵⁾ Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹⁶⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

| <i>Trimestres clos les 30 juin</i> | Solutions de formation pour l'aviation civile | | Défense et sécurité | | Santé | | Total | |
|---|---|-----------|---------------------|----------|--------|----------|---------|------------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| Résultat opérationnel | 59,0 \$ | (97,9) \$ | 22,6 \$ | (9,2) \$ | 4,6 \$ | (3,2) \$ | 86,2 \$ | (110,3) \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 10,7 | — | 1,1 | — | 0,4 | — | 12,2 | — |
| Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19 | — | 81,7 | — | 26,5 | — | — | — | 108,2 |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté | 69,7 \$ | (16,2) \$ | 23,7 \$ | 17,3 \$ | 5,0 \$ | (3,2) \$ | 98,4 \$ | (2,1) \$ |
| Programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 5,2 | 22,6 | 8,0 | 20,6 | 0,4 | 1,2 | 13,6 | 44,4 |
| ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 64,5 \$ | (38,8) \$ | 15,7 \$ | (3,3) \$ | 4,6 \$ | (4,4) \$ | 84,8 \$ | (46,5) \$ |

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

| <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i> | Trimestres clos les 30 juin | |
|--|-----------------------------|------------|
| | 2021 | 2020 |
| Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 46,4 \$ | (110,6) \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt | 9,2 | — |
| Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19, après impôt | — | 80,3 |
| Résultat net ajusté | 55,6 \$ | (30,3) \$ |
| Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt | 10,0 \$ | 32,6 \$ |
| Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 45,6 \$ | (62,9) \$ |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué) | 295,8 | 265,7 |
| RPA ajusté | 0,19 \$ | (0,11) \$ |
| RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 | 0,15 \$ | (0,24) \$ |

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

| <i>(montants en millions)</i> | T1-2022 | T1-2021 |
|--|------------|-----------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles* | 135,1 \$ | 37,6 \$ |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | (264,2) | (126,0) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles | (129,1) \$ | (88,4) \$ |
| Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance | (10,9) | (9,0) |
| Variation des autres actifs | (8,9) | (1,9) |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles | 1,8 | — |
| (Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence | (0,5) | 0,5 |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence | — | 6,1 |
| Flux de trésorerie disponibles | (147,6) \$ | (92,7) \$ |

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

| <i>(montants en millions)</i> | 30 juin 2021 | 31 mars 2021 |
|--|-------------------------|-----------------|
| Utilisation du capital : | | |
| Actifs courants | 3 091,1 \$ | 3 378,6 \$ |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie | (690,5) | (926,1) |
| Passifs courants | (2 378,4) | (2 633,3) |
| Déduire : partie courante de la dette à long terme | 229,6 | 216,3 |
| Fonds de roulement hors trésorerie | 251,8 \$ | 35,5 \$ |
| Immobilisations corporelles | 1 976,8 | 1 969,4 |
| Autres actifs non courants | 3 453,6 | 3 400,4 |
| Autres passifs non courants | (764,6) | (767,1) |
| Total du capital utilisé | 4 917,6 \$ | 4 638,2 \$ |
| Provenance du capital : | | |
| Partie courante de la dette à long terme | 229,6 \$ | 216,3 \$ |
| Dette à long terme | 2 130,1 | 2 135,2 |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie | (690,5) | (926,1) |
| Dette nette | 1 669,2 \$ | 1 425,4 \$ |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 3 178,1 | 3 140,5 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 70,3 | 72,3 |
| Provenance du capital | 4 917,6 \$ | 4 638,2 \$ |

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2021 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Etat consolidé du résultat net

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

| | 2021 | 2020 |
|---|-----------------|------------|
| Produits des activités ordinaires | 752,7 \$ | 550,5 \$ |
| Coût des ventes | 538,9 | 442,5 |
| Marge brute | 213,8 \$ | 108,0 \$ |
| Frais de recherche et de développement | 23,5 | 20,1 |
| Frais de vente, généraux et d'administration | 105,9 | 93,9 |
| Autres (profits) et pertes | (5,7) | 96,6 |
| Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence | (8,3) | 7,7 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 12,2 | — |
| Résultat opérationnel | 86,2 \$ | (110,3) \$ |
| Charges financières – montant net | 28,6 | 35,1 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 57,6 \$ | (145,4) \$ |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 10,3 | (35,4) |
| Résultat net | 47,3 \$ | (110,0) \$ |
| Attribuable aux : | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 46,4 \$ | (110,6) \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 0,9 | 0,6 |
| Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | |
| De base et dilué | 0,16 \$ | (0,42) \$ |

Etat consolidé du résultat global

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

| | 2021 | 2020 |
|---|------------------|-------------------|
| Résultat net | 47,3 \$ | (110,0) \$ |
| Éléments pouvant être reclassés en résultat net | | |
| Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger | (37,6) \$ | (105,9) \$ |
| Gain sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net | 14,4 | 47,1 |
| Reclassement au résultat net d'écarts de conversion | (2,2) | (5,8) |
| (Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net | (13,8) | 30,3 |
| Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie | (3,7) | (5,0) |
| Impôt sur le résultat | 6,1 | (7,4) |
| | (36,8) \$ | (46,7) \$ |
| Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net | | |
| Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies | 3,6 \$ | (123,0) \$ |
| Perte sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net | — | (0,1) |
| Impôt sur le résultat | (0,9) | 32,3 |
| | 2,7 \$ | (90,8) \$ |
| Autres éléments du résultat global | (34,1) \$ | (137,5) \$ |
| Total du résultat global | 13,2 \$ | (247,5) \$ |
| Attribuable aux : | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 12,8 \$ | (245,7) \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 0,4 | (1,8) |

Etat consolidé de la situation financière

(Non audité)

(montants en millions de dollars canadiens)

30 juin
2021

31 mars
2021

Actif

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 690,5 \$ | 926,1 \$ |
| Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription | 700,4 | 700,1 |
| Créances clients | 532,2 | 518,6 |
| Actifs sur contrat | 487,1 | 461,9 |
| Stocks | 558,9 | 647,8 |
| Acomptes | 53,3 | 52,1 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | 42,4 | 39,8 |
| Actifs financiers dérivés | 26,3 | 32,2 |
| Total de l'actif courant | 3 091,1 \$ | 3 378,6 \$ |
| Immobilisations corporelles | 1 976,8 | 1 969,4 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation | 334,2 | 308,5 |
| Immobilisations incorporelles | 2 067,2 | 2 055,8 |
| Investissement dans les participations mises en équivalence | 423,3 | 422,2 |
| Actifs d'impôt différé | 118,6 | 104,9 |
| Actifs financiers dérivés | 12,5 | 13,2 |
| Autres actifs non courants | 497,8 | 495,8 |
| Total de l'actif | 8 521,5 \$ | 8 748,4 \$ |

Passif et capitaux propres

| | | |
|--|-------------------|-------------------|
| Dettes fournisseurs et charges à payer | 766,3 \$ | 945,6 \$ |
| Provisions | 49,7 | 52,6 |
| Impôt sur le résultat à payer | 18,0 | 16,2 |
| Passifs sur contrat | 569,6 | 674,7 |
| Partie courante de la dette à long terme | 229,6 | 216,3 |
| Passifs au titre des reçus de souscription | 714,4 | 714,1 |
| Passifs financiers dérivés | 30,8 | 13,8 |
| Total du passif courant | 2 378,4 \$ | 2 633,3 \$ |
| Provisions | 29,6 | 30,9 |
| Dette à long terme | 2 130,1 | 2 135,2 |
| Obligations au titre des redevances | 145,4 | 141,8 |
| Obligations au titre des avantages du personnel | 225,3 | 222,2 |
| Passifs d'impôt différé | 123,1 | 123,5 |
| Passifs financiers dérivés | 3,3 | 3,1 |
| Autres passifs non courants | 237,9 | 245,6 |
| Total du passif | 5 273,1 \$ | 5 535,6 \$ |
| Capitaux propres | | |
| Capital-actions | 1 539,5 \$ | 1 516,2 \$ |
| Surplus d'apport | 24,0 | 22,5 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 21,8 | 58,1 |
| Résultats non distribués | 1 592,8 | 1 543,7 |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 3 178,1 \$ | 3 140,5 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 70,3 | 72,3 |
| Total des capitaux propres | 3 248,4 \$ | 3 212,8 \$ |
| Total du passif et des capitaux propres | 8 521,5 \$ | 8 748,4 \$ |

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2021

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

| | Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | | Participations | Total des capitaux propres |
|---|--|-------------------|------------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------|----------------|----------------------------|
| | Actions ordinaires | | Cumul des autres | | | Total | | |
| | Nombre d'actions | Valeur attribuée | Surplus d'apport | éléments du résultat global | Résultats non distribués | | | |
| Soldes au 31 mars 2021 | 293 355 463 | 1 516,2 \$ | 22,5 \$ | 58,1 \$ | 1 543,7 \$ | 3 140,5 \$ | 72,3 \$ | 3 212,8 \$ |
| Résultat net | — | — \$ | — \$ | — \$ | 46,4 \$ | 46,4 \$ | 0,9 \$ | 47,3 \$ |
| Autres éléments du résultat global | — | — | — | (36,3) | 2,7 | (33,6) | (0,5) | (34,1) |
| Total du résultat global | — | — \$ | — \$ | (36,3) \$ | 49,1 \$ | 12,8 \$ | 0,4 \$ | 13,2 \$ |
| Exercice d'options sur actions | 933 943 | 23,3 | (3,1) | — | — | 20,2 | — | 20,2 |
| Charge liée aux paiements fondés sur des actions | — | — | 4,6 | — | — | 4,6 | — | 4,6 |
| Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle | — | — | — | — | — | — | (2,4) | (2,4) |
| Soldes au 30 juin 2021 | 294 289 406 | 1 539,5 \$ | 24,0 \$ | 21,8 \$ | 1 592,8 \$ | 3 178,1 \$ | 70,3 \$ | 3 248,4 \$ |

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Trimestre clos le 30 juin 2021

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

| | Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | | Participations | Total des capitaux propres |
|--|--|------------------|------------------|-----------------------------|--------------------------|------------|----------------|----------------------------|
| | Actions ordinaires | | Cumul des autres | | | Total | | |
| | Nombre d'actions | Valeur attribuée | Surplus d'apport | éléments du résultat global | Résultats non distribués | | | |
| Soldes au 31 mars 2020 | 265 619 627 | 679,5 \$ | 26,9 \$ | 193,2 \$ | 1 590,1 \$ | 2 489,7 \$ | 88,6 \$ | 2 578,3 \$ |
| Résultat net | — | — \$ | — \$ | — \$ | (110,6) \$ | (110,6) \$ | 0,6 \$ | (110,0) \$ |
| Autres éléments du résultat global | — | — | — | (44,4) | (90,7) | (135,1) | (2,4) | (137,5) |
| Total du résultat global | — | — \$ | — \$ | (44,4) \$ | (201,3) \$ | (245,7) \$ | (1,8) \$ | (247,5) \$ |
| Exercice d'options sur actions | 149 850 | 2,5 | (0,3) | — | — | 2,2 | — | 2,2 |
| Charge liée aux paiements fondés sur des actions | — | — | 6,3 | — | — | 6,3 | — | 6,3 |
| Soldes au 30 juin 2020 | 265 769 477 | 682,0 \$ | 32,9 \$ | 148,8 \$ | 1 388,8 \$ | 2 252,5 \$ | 86,8 \$ | 2 339,3 \$ |

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

| | 2021 | 2020 |
|---|--------------|------------------------------|
| Activités opérationnelles | | |
| Résultat net | | 47,3 \$ (110,0) \$ |
| Ajustements pour : | | |
| Dotations aux amortissements | 71,1 | 85,6 |
| Dépréciation d'actifs non financiers | | 2,3 98,7 |
| Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence | | (8,3) 7,7 |
| Impôt sur le résultat différé | | (1,3) (37,1) |
| Crédits d'impôt à l'investissement | | (9,5) (5,2) |
| Charge liée aux paiements fondés sur des actions | | (8,7) 4,6 |
| Régimes de retraite à prestations définies | | 6,8 4,9 |
| Autres passifs non courants | | (2,3) 1,0 |
| Actifs et passifs financiers dérivés – montant net | 20,3 | (34,6) |
| Autres | 17,4 | 22,0 |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | (264,2) | (126,0) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles | | (129,1) \$ (88,4) \$ |
| Activités d'investissement | | |
| Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise | | (16,0) \$ — \$ |
| Ajouts d'immobilisations corporelles | (73,9) | (18,0) |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles | | 1,8 — |
| Ajouts d'immobilisations incorporelles | (19,3) | (17,8) |
| (Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence | | (0,5) 0,5 |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence | | — 6,1 |
| Autres | | (2,4) (0,1) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement | | (110,3) \$ (29,3) \$ |
| Activités de financement | | |
| (Remboursement net au titre) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables | | — \$ (439,0) \$ |
| Produit tiré de la dette à long terme | | 6,7 6,3 |
| Remboursement sur la dette à long terme | | (7,9) (5,7) |
| Remboursement sur les obligations locatives | (12,6) | (19,2) |
| Produit net de l'émission d'actions ordinaires | 20,2 | 2,2 |
| Autres | | — (0,7) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | | 6,4 \$ (456,1) \$ |
| Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | |
| | | (2,6) \$ (9,4) \$ |
| Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | (235,6) \$ (583,2) \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 926,1 | 946,5 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | | 690,5 \$ 363,3 \$ |

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente principale, Affaires publiques, communications mondiales et responsabilité sociale d'entreprise, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com